

## **Algérie : Halte aux arrestations, intimidations des militants des droits humains et des syndicalistes!**

La machine répressive du régime s'emballe. Pas un jour ne passe sans nous apprendre de nouvelles arrestations et intimidations des militants et défenseurs des droits humains.

Ces arrestations et ces intimidations répétées de la part du régime ne sont pas le fait du hasard. Après avoir réussi à imposer ses pseudo-réformes sans aucune forme de concertation crédible et plurielle, ni de volonté d'ouverture démocratique – des pseudo-réformes qui ont fini par achever tout espoir dans la capacité de ce régime à se réformer lui-même et qui ont consacré l'encadrement administratif et autoritaire de la société dans tous les domaines –, après des élections législatives qui n'ont suscité aucune adhésion populaire remarquable, aujourd'hui le pouvoir tente de mener à son terme la normalisation autoritaire de la société, en s'attaquant aux militants des droits de l'homme et aux syndicalistes pour les isoler de la société et pour empêcher l'émergence de toute alternative politique démocratique. Il utilise l'appareil judiciaire – censé être indépendant et impartial – dans sa politique de harcèlement et d'intimidation contre des militants actifs de la société civile.

Le pouvoir, qui présente sur sa façade internationale un "bilan positif" en matière de libertés fondamentales, s'acharne à étouffer toutes protestations pacifiques, en réprimant sur le terrain les actions de contestation non violentes – des actions qui ne relèvent que des droits reconnus par la Constitution et par les conventions internationales ratifiées par l'Algérie sur la liberté d'expression et de réunion.

Le régime s'apprête à dépenser des fortunes pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'indépendance pour encore essayer de nous enfermer dans le piège des mémoires écrans. Celles qui cachent, la soif de justice et de liberté de notre peuple qui s'est soulevé contre le colonialisme pour jouir de sa citoyenneté et de sa liberté.

**Nous refusons le huis clos dans lequel le régime tente de nous enfermer.**

**Nous appelons toutes les organisations, politiques, associatives, des droits de l'homme, et les individus à exprimer leur solidarité et leur condamnation de ces attaques répétées contre les syndicalistes autonomes, les militants et défenseurs des droits humains en Algérie.**

**Soyons nombreux pour un :**

**Rassemblement devant l'ambassade d'Algérie en France,  
50 rue de Lisbonne 75008 Paris - Métro Monceau (ligne 2)  
Mercredi 04 Juillet 2012 à partir de 18h.**

Nous exigeons:

- La libération immédiate et inconditionnelle de Mohamed Smain, membre de la LADDH, ligue algérienne des droits de l'homme de Relizane ;
- L'arrêt des poursuites judiciaires à l'encontre de tous les militants et défenseurs des droits Humains ;
- L'ouverture d'un dialogue de la part des autorités du pays avec les greffiers grévistes de la faim ;

Premiers signataires :

Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA), Vérité et Justice pour l'Algérie (VJPA), Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), Collectif des Jeunes Algériens en France (COJAF), Front du changement national (FCN), Ligue algérienne des droits de l'homme (LADDH), Mouvement des jeunes indépendants pour le c (MJIC), Union des étudiants algériens de France (UEAF), Agence de promotion cultures et voyages (APCV), Association marocaine des droits humains (AMDH Paris), Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF), Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie (CRLDHT), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Forum Citoyen du monde a (FCMA), Forum Palestine Citoyenneté, Inter-collectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe (Inter-co), Manifeste des libertés, Parti de Gauche (PG), Parti communiste de France (PCF), Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT)